

Sol et Civilisation

Novembre 1996

La Lettre - numéro 4

ISSN 1252-9419

EDITORIAL

Concentrations urbaines - milieux ruraux : Quelle liberté de choix ?

Milieux ruraux et milieux urbains ont partie liée de bien des manières : beaucoup vivent en ville et ont un attachement particulier pour la campagne. Ceux qui vivent en milieu rural viennent en ville chercher des services. Certains citadins, et ce mouvement semble s'amplifier, voudraient vivre dans une petite ville ou un village.

Les uns ont besoin des autres. Les uns doivent reconnaître les autres. Nous formons une seule et même société. Il s'agirait de cesser de l'oublier !

Pourtant nous constatons chaque jour que les milieux ruraux et les villes coexistent de manière pratiquement indépendante. Comme si ces deux univers étaient cloisonnés.

Il n'est plus possible de continuer à gérer les villes comme si elles étaient " hors sol ". De même, les ruraux ne peuvent plus rester soumis à la perspective d'être les derniers occupants de campagnes déperissantes. Où cela nous mènerait-il ? Peut-on imaginer un avenir avec des millions d'hommes et de femmes vivant entassés dans un univers minéral, comme autant d'électrons libres, anonymes, certains privilégiés ayant accès, à un peu plus d'espace et d'air pur, en allant passer quelques jours dans des espaces protégés et déserts, entretenus pas quelques jardiniers ?

Cette image est caricaturale mais elle a malheureusement un fond de vérité si l'on n'inverse pas les tendances lourdes actuelles.

C'est pourquoi nous avons souhaité le 26 septembre dernier, lors des Cinquièmes Assises de Sol et Civilisation, ouvrir ce débat : " concentrations urbaines, milieux ruraux : quelle liberté de choix ? ". Nous devons faire en sorte que les hommes et les femmes de ce pays aient la liberté de choisir le milieu dans lequel ils veulent vivre. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Une succession de politiques inadéquates a conduit à un mouvement inexorable de concentration urbaine en contradiction avec les aspirations de beaucoup de nos concitoyens.

Pour cela les milieux ruraux doivent être vivants et les liens entre milieux ruraux et concentrations urbaines doivent être resserrés.

Ruraux et urbains doivent se connaître et se reconnaître pour permettre l'émergence de cette liberté de choix.

Ce numéro 4 de notre Lettre présente le compte-rendu des témoignages et débats de cette journée. Nous avons voulu ouvrir le débat, charge à chacun d'entre nous de poursuivre la réflexion et de développer des actions.

Raymond Lacombe

Au fil des pages ... /

Quel avenir pour les banlieues ?	
Alain Hajjaj	2
Les pays contre-poids de la ville	
Jean Malapert	3
Quitter la ville pour prendre sa vie en main	
Gérard Calmettes	3
Nouveaux départs de la ville vers les milieux ruraux : enjeux	
Josée de Félice	4
Accueillir dans le Doubs	
Jean-Michel Joly	5
Du développement local rural au développement local urbain	
Luc Gwiazdzinski	6
Des facteurs de dislocation sociale	
Jacques Voisard	7
Des outils d'aménagement du territoire existents	
	8
Débat	8-10
Interventions de parrains de Sol et Civilisation	
	11
Conclusion de R. Lacombe	12

Quel avenir pour les banlieues ?

Alain Hajjaj, ancien chef de projet à La Verrière, est chargé des affaires sociales à Trappes (78). Trente années passées dans les banlieues lui permettent d'en connaître l'évolution, de dresser un constat objectif de la situation actuelle et de proposer quelques pistes de travail.

Dans les banlieues difficiles :
 ➤ **La concentration des populations difficiles** continue de s'accroître. Chaque année, des dizaines de familles qui ont un travail, des revenus partent.

Les jeunes retraités repartent vers leurs lieux d'origine, souvent en province.

➤ **La précarité du quotidien** due au chômage, à l'augmentation du nombre des divorces, des ruptures familiales, s'installe.

➤ **La crise de la citoyenneté** : trouver des habitants acteurs, porteurs d'objectifs de transformation devient bien difficile. Leur première préoccupation va bien sûr à assurer le quotidien.

➤ **Des pans entiers de la représentation de l'Etat soit disparaissent, soit ne rendent plus le service de qualité** auquel ces populations ont droit. Les fonctionnaires sont confrontés à des difficultés permanentes. Certains sont fragilisés, d'autres partent.

➤ **L'économie souterraine**, pas toujours conforme aux lois républicaines, se développe. Dans deux, trois ans, l'argent qu'elle produit sera la première source de "richesse" avant les prestations sociales et le travail.

➤ **Le sentiment d'assignation à résidence domine**. Dans les années 60, 70, les banlieues étaient un lieu transitoire d'habitat. On y restait 5, 10 ans, le temps d'asseoir une situation sociale pour partir vers d'autres lieux. Il y avait le choix. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Dans ces conditions, comment demander aux gens de se sentir citoyens ?

Or, dès 1973, certaines résidences n'ayant que 5 ou 10 ans, on parlait déjà de réhabilitation des banlieues. Malgré tous les dispositifs, malgré l'énergie dépensée, les résultats se font attendre. Certes, on peut se demander ce que seraient devenues les banlieues sans tous ces dispositifs. Mais comment se contenter de cette remarque ?

Aujourd'hui, les interventions sont toutes concentrées sur le traitement de l'urgence. C'est bien le problème. S'il y a quelques années, les acteurs sociaux travaillaient sur la prévention des impayés des loyers, aujourd'hui leur travail est uniquement concentré sur la gestion des expulsions locatives.

Les réhabilitations des cités, la construction d'équipements qui ont consommé beaucoup d'argent public vont maintenant s'achever. Or les immeubles ont été construits pour une durée de vie de 30, 40 ans. Commence donc à se poser la question du devenir de ces banlieues ! Doivent-elles redevenir un lieu d'habitat transitoire ou doivent-elles se transformer en villes ? Il faudrait plutôt se demander : " **A quoi pourraient servir les banlieues ?** "

Le défi qui nous est posé, c'est de ralentir la dérive des quartiers et de faire en sorte que la présence de l'Etat reste forte afin qu'il y ait encore la possibilité d'agir. On peut inscrire ce défi dans un rapport au milieu rural :

✓ L'exode des retraités continue. Or, tout départ est une source de dysfonctionnement dans les cités. Il serait intéressant de faire persister des passerelles entre cette population qui avait quelques racines dans les banlieues et ceux qui restent.

✓ **Le rapport au milieu rural reste très présent**. 80 % des habitants des banlieues sont issus des milieux ruraux que ce soit la population franco-française ou celle liée à l'immigration qui vient exclusivement des milieux ruraux du Maroc, du Mali, du Sénégal ou d'ailleurs. Il y a des files d'attente pour disposer d'un des 300 jardins ouvriers de Trappes. Des associations d'africains travaillent avec des villages du Mali pour les aider à se développer et essayer de faire en sorte que la population puisse faire le choix de rester au pays.

Il convient de poursuivre la réflexion sur le moyen d'organiser des collaborations en s'appuyant sur cet attachement au milieu rural.

✓ Enfin, **le manque de référence au territoire** est problématique dans les quartiers. Quand il s'organise, c'est sur des images négatives, sur des rapports de violence. Or, un projet de développement local, de développement urbain se construit sur un sentiment d'identité.

Le monde rural a beaucoup à apporter aux urbains sur l'attachement au territoire, sur sa défense, la mobilisation des énergies et des potentiels pour le développement et sur les solidarités intercommunales. Beaucoup de petits pays de France ont trouvé, en s'unissant, le moyen de dépasser un certain nombre de problèmes et créer des équipements, accueillir des entreprises...

La **solidarité intercommunale**, à l'image de certaines campagnes françaises, doit devenir un objectif prioritaire dans les villes et les banlieues pour que la solidarité joue plus efficacement. Tant que nous resterons sur des phénomènes de concentration non partagés, dans certaines villes, dans certains quartiers, nous aurons du mal à retrouver des formes d'équilibre, à la fois pour les populations et pour ceux qui y travaillent.

Il est indispensable de dépasser la gestion de l'urgence pour aborder le traitement de fond des problèmes des banlieues. La collaboration avec des ruraux est certainement un moyen d'y parvenir.

Les pays, contre-poids de la ville

Jean Malapert anime le développement local de la commune Montours en Ille et Vilaine, dont il est maire depuis 19 ans

Dans le Coglais, la base a voulu relever le défi du devenir du monde rural. Elle s'est organisée grâce à la volonté du Conseil Général d'encourager l'intercommunalité.

L'encouragement s'est matérialisé par une dotation globale de développement intercommunale, libre d'emploi. Une seule condition à cet octroi : s'engager à partager les richesses, en particulier la taxe professionnelle. Cela a eu lieu en 1984/1985 bien avant les communautés de communes !

Des zones d'activité économique inscrites dans un schéma départemental ont été créées, financées par le Conseil Général. Aujourd'hui, en Ille-et-Vilaine, 85 % du territoire est organisé en intercommunalité : 25 communautés de communes et deux districts, un de 330 000 habitants, l'autre de 40 000.

Nous ne sommes pas là pour faire la guerre entre villes et campagnes

Que peut-on faire ensemble ? Mais, que représente une communauté de communes de 10 500 habitants face à un district de 330 000 ? Comment négocier ?

Une réflexion pour construire 5 ou 6 pays, autour du district de Rennes s'est engagée. D'une part, les communautés de communes s'organisent en fédérations de pays, d'autre part, le Conseil Général décentralise ses services.

Aujourd'hui, Fougères, Redon, Vitré, Saint Malo se trouvent toutes à peu près à 35-40 minutes de Rennes. A chaque échangeur de ces routes, le Conseil Général a mené des politiques d'acquisition foncière et d'aménagement d'activités. Dans ces zones d'activité, le mot d'ordre est clair : pas de subvention sans partage.

Il mène également une politique de délocalisation de l'action sociale, de la trentaine de CEDAS¹. Chacun dispose d'une vingtaine de salariés, pour un territoire de 30 000 habitants. Ainsi, dans le pays du Coglais, 20 emplois tertiaires ont pu être créés.

850 000 personnes vivent en Ille et Vilaine. Au centre du département, le district de Rennes en compte 350 000. En périphérie, quatre villes importantes : Fougères, Saint-Malo, Redon et Vitré. Le Coglais se situe dans le pays de Fougères, à la limite de la Basse-Normandie.

810 personnes habitent Montours, la population augmente. Montours fait partie de la communauté de communes du pays du Coglais de la dimension du canton de St Brice en Coglès.

Pour ramener de la matière grise, du tertiaire en milieu rural, on peut certes lancer une expérience de télé-secrétariat comme à Montours. La communauté de communes a créé un local, a aidé à monter l'entreprise. Une dizaine de jeunes femmes vivent à la campagne et travaillent pour des bureaux parisiens. Le Conseil Général y fait traiter la plupart de ses débats. C'est une action intéressante mais difficile à réaliser.

Il faut être réaliste, l'essentiel du tertiaire viendra de la ville.

Aujourd'hui, le district de Rennes s'intéresse à la démarche du Coglais. Des familles de certains quartiers de Rennes commencent à venir passer trois semaines de vacances dans le Coglais, avec l'aide d'une association. Des échanges se font entre les scolaires. Une activité, une contractualisation se mettent en place progressivement permettant d'ici deux, trois ans que les échanges se fassent relativement facilement entre la ville et la campagne.

Dans la mesure où, d'une part, le milieu rural s'organise, porte sa volonté, affirme son identité et que d'autre part, le département manifeste la volonté d'aller voir ce qui se passe sur le terrain, il devient possible de mener une véritable politique d'aménagement du territoire.

Quitter la ville pour prendre sa vie en main,

La démarche toute personnelle de Gérard Calmettes auteur d' " un parisien à la campagne "

" J'ai vite eu conscience de perdre ma vie à la gagner dans un bureau à Paris. J'avais envie d'indépendance et de liberté, de reprendre mon temps : envie de campagne. Ma femme vient d'un village de Bourgogne où nous allions souvent. Nous avions un peu d'argent devant nous et, à 50 ans, j'ai négocié mon départ progressif de l'entreprise. Nous étions sûrs de nous en tirer financièrement, restait à surmonter l'impression première du " socialement, je ne suis plus rien " .

Le saut de la ville vers la campagne n'a pas toujours été facile mais nous avons découvert la joie de récolter le fruit de notre travail et recouvré la liberté à laquelle nous aspirions. Nous vivons aujourd'hui en Bourgogne, au sein d'une communauté dont nous connaissons chaque membre. Nous avons appris énormément de choses, beaucoup plus que je n'en ai apporté aux gens du village.

Mais je ne veux pas inciter des jeunes à sauter ce pas. A 25 ans, on n'a pas épuisé toutes les joies de la ville. Par contre, on n'a jamais vu un coffre fort derrière un corbillard. Beaucoup de ceux dont le rêve est de quitter la ville pourraient travailler à temps partiel à partir d'un certain âge. Et bon nombre de postes de travail seraient ainsi libérés pour les plus jeunes. "

¹ Centre Départemental d'Action Sociale

Nouveaux départs de la ville vers les milieux ruraux : enjeux

Josée de Félice¹

Après la fuite des hippies, le départ des retraités, des cadres ou des employés, un nouveau mouvement de population vers les milieux ruraux se développe. C'est un enjeu considérable pour notre société.

Une étude consistant à reprendre une série de petites annonces publiées, depuis 3 ans, dans "Village, la revue de l'acteur rural" a été réalisée sous la direction de Madame de Félice. Ceux qui les avaient passées ont été contactés.

Trois cas de figure se dessinent :

◆ Les "PARTANTS PARTIS" ont tous un métier. Leur compétence a pu être utilisée en milieu rural. Ils ont un capital. Ils ont préparé leur départ et ont choisi leur destination en fonction de leur projet. Projet qu'ils ont intégré dans la dynamique locale et qui représente une opportunité de promotion sociale. Ils étaient salariés et se mettent à leur compte. Ils ont une vision positive mais réaliste du monde rural. Pour eux, c'est un lieu de vie complet et non pas un terrain de vacances, sans stress, pollution ni insécurité.

◆ Les "PARTANTS NON PARTIS" sont, comme les premiers, des couples avec enfants. Ils ont, disent-ils, un emploi ou un gagne-pain mais n'ont pas la possibilité de valoriser de compétences dans une activité économique. Ils n'ont pas de capital et n'ont pas préparé de projet. Ils ont passé une petite annonce et attendu les résultats qui ne correspondent pas à leurs idées. Ils cherchent à fuir la ville et idéalisent complètement la campagne. Ils ont des souvenirs de vacances, d'enfance et ne voient pas du tout la campagne comme un lieu de vie complet dans lequel il faut organiser une activité économique.

◆ Dernière catégorie, la moins nombreuse, ce qui ne veut pas dire que d'autres ne vont pas revenir vivre en ville, celle des "PARTANTS REVENUS". Il s'agit là de couples en général sans enfants. Ils ont un métier. La cause de leur échec semble être l'insuffisance de préparation de leurs projets qui relèvent souvent du domaine culturel. La viabilité financière qui aurait du être prévue sur cinq années, ne l'a été que sur les deux premières. Ils sont souvent partis sur un coup de tête et n'ont donc pas pris le temps d'intégrer leur projet à la dynamique locale.

Le départ pour reprise ou création de commerces est le processus le mieux organisé et le plus balisé actuellement. C'est dans ce cadre là que l'on trouve le plus de succès. Ne faudrait-il pas baliser de même les autres types de projets ?

Il est nécessaire de préparer les urbains qui le souhaitent au départ vers la campagne. Ces préparations sont de tous ordres. Les urbains découvrent qu'il n'y a souvent pas de trottoirs en milieu rural, qu'il y a des fourmis, des souris dans les maisons... Beaucoup de retours vers la ville sont dus à une épouse un peu surprise par les conditions de vie.

Un potentiel à maîtriser

Ce mouvement constitue un formidable potentiel à la fois d'énergies disponibles, de compétences, de capacités et d'argent. Mais si ce potentiel n'est pas maîtrisé, géré, accompagné, il va poser beaucoup de problèmes. Trois dangers se profilent :

Refus

Pour différentes raisons, les ruraux ne prennent pas en compte cette demande de nombreux citadins. Or, ces derniers viendront en milieu rural, malgré les ruraux. Il y a partout des maisons abandonnées et des friches.

Récupération

Sur Minitel, des rubriques annoncent : "vous voulez partir à la campagne. Prenez contact avec nous. On va régler votre problème". Cela coûte 2000 ou 3000 francs. La rubrique disparaît au bout de deux mois.

La ville a maintenant une image négative, mais beaucoup de décideurs continuent à voir notre avenir en tout urbain. Les gens en instance de départ sont donc en décalage par rapport à une pensée dominante. Ils sont peu sûrs d'eux et des nouvelles valeurs sur lesquelles ils pensent pouvoir bâtir leur nouvelle vie. Ils espèrent, en particulier, bénéficier en milieu rural d'un "accueil chaleureux". Mais, ils disent trouver le plus souvent "curiosité et méfiance" ! Ils risquent alors d'être récupérés par des sectes prêtes à leur fournir la convivialité qu'ils recherchent.

Utilisation autoritaire

Enfin, c'est une tentation forte de penser qu'on résoudrait deux problèmes à la fois (qui plus est de manière peu onéreuse) en faisant partir à la campagne chômeurs, Rmistes et SDF urbains. D'une part, on rendrait à la ville une bonne image, d'autre part, on résoudrait le problème de la soi-disant désertification des campagnes. Il suffirait de dire que pour toucher le RMI, il faut aller vivre dans une commune de moins de 500 habitants et les problèmes seraient résolus.

Aucun discours politique à droite, comme à gauche n'aborde actuellement ce mouvement. Il est de notre intérêt, à tous, d'interroger les décideurs pour que des positions soient prises.

¹ Responsable du DESS Aménagement, Animation et Développement Local à l'Université Paris 7

Accueillir dans le Doubs

Jean-Michel Joly¹

L'association La Roche du Trésor accueille à Pierrefontaine-les-Varans des classes d'enfants venant surtout de région parisienne avec un souci éducatif et de développement local.

La Maison Familiale Rurale de Pierrefontaine dans le Doubs avait pour vocation de former de futurs agriculteurs selon une méthode de formation alternée. En 1988, cette activité a du cesser faute de combattants.

Alors, des irréductibles du secteur, des gens motivés par la volonté de donner un avenir au territoire se sont regroupés pour réfléchir à un projet. L'idée d'une activité touristique à caractère éducatif s'est imposée.

L'objectif est double :

- **le développement local** avec la mise en place d'un réseau d'accueil touristique.
- **l'éducation** en permettant aux petits citadins de découvrir un milieu rural par l'échange, la rencontre des hommes et non pas simplement en les promenant comme s'ils étaient dans un musée.

Les séjours thématiques proposés intègrent plusieurs dominantes du monde rural. Par exemple, un de ces séjours est intitulé : "artisanat, patrimoine". Les enfants se rendent chez les artisans, chez les agriculteurs, entendent des intervenants qui leur expliquent la nature, l'histoire et fabriquent une maquette de ferme comtoise qu'ils vont ramener chez eux.

Ainsi, ils créent quelque chose. Ils sont valorisés et ont découvert, de façon tout à fait naturelle, ce que peut être le monde rural puisque ce sont les ruraux eux-mêmes qui le leur ont présenté.

Les administrateurs de l'association veulent **supprimer les préjugés** qui tendent à faire croire que le monde rural est arriéré, isolé et que tous les citadins cassent des boîtes aux lettres, meurent d'ennui et n'ont plus de repères.

Ils veulent montrer leur région telle qu'elle est, moderne, jeune et dynamique : y vivre peut être un choix !

Des problèmes à surmonter

Le ruraux doivent **prendre conscience de leurs potentialités**. Quand on a travaillé pendant des décennies sur la seule activité agricole, il est très difficile, le jour où ce secteur subit une grande mutation, de penser qu'il est possible de faire autre chose sur le territoire.

Il ne faut pas copier des schémas d'accueil. Quand on n'est pas au pied du Mont-Blanc, cela oblige à rechercher l'originalité. On la trouve dans la générosité et dans le temps donné à ceux qui n'en ont pas. C'est très important aux yeux des urbains.

Le milieu rural doit se **présenter de manière cohérente et harmonieuse**. Fonctionner en réseau est nécessaire. Les différentes branches professionnelles du monde rural doivent apprendre à travailler ensemble, à se connaître. L'intégration passe par là. Et cela prend du temps.

Conditions de réussite

La présence de services au public est aussi nécessaire en milieu urbain qu'en milieu rural. Une telle activité d'accueil ne pourrait pas se mettre en place sur une "terre brûlée". En dessous d'un seuil minima de population et de vitalité, il est difficile, pour ne pas dire impossible, de relancer une nouvelle dynamique de développement.

Les échanges ne sont possibles que si on fait preuve d'**ouverture et d'écoute**, que si on accueille les gens en leur apportant de la considération, en les prenant tels qu'ils sont et qu'on arrive à comprendre leur histoire pour savoir ce qu'on va pouvoir faire ensemble. Le monde rural a la capacité de prendre en compte de manière individuelle les personnes.

Un bénéfice réciproque

C'est peut-être comme cela que la citoyenneté parviendra à progresser. Ces deux mondes ne cherchent pas à échanger uniquement de la richesse. Ruraux et urbains recherchent aussi la considération et l'écoute de l'autre.

Cette expérience a 4 ans. Elle a permis de créer 15 emplois directs sans compter ceux induits dans le secteur de l'accueil. Aujourd'hui La Roche du Trésor souffre davantage d'un effet de saturation que d'un problème de recherche de clientèle. Au vu des bilans des séjours, des partenariats que cette activité a suscité, on peut être sûr que le bénéfice est réciproque.

¹J.M. Joly est directeur de l'Association La Roche du Trésor

Du développement local rural au développement local urbain

Luc Gwiądzinski de l'ADIRA¹ anime une expérimentation de développement local dans les quartiers sud de Strasbourg

Les élus ont été choqués par les violences dans les quartiers de Strasbourg. On peut jouer les Cassandra et initier des actions sociales. Mais aujourd'hui, les limites du traitement social sont connues. 600 intervenants sociaux travaillent actuellement sur le quartier du Neuhoff : là où il y a eu le plus de problèmes.

Pourquoi ne pas essayer de travailler en milieu urbain comme on travaille en milieu rural ?

Beaucoup réagissent à cette proposition de l'ADIRA en rétorquant : "S'il y avait des projets dans les quartiers, ils seraient déjà remontés et on aurait pu les financer".

Or, le point important en matière de développement c'est **l'animation**. En milieu urbain, quel acteur d'un quartier peut initier une telle démarche ? Dans une commune de 250 000 habitants, l'interpellation de l'élu par le citoyen est très difficile. Madame Trautmann a d'ailleurs mis en place des comités de quartiers, une démarche de décentralisation de certains services.

D'autre part, si en milieu rural la **notion de territoire** est une réalité économique, sociale, le quartier comme cadre de référence pour le développement est beaucoup moins tangible. Peu de gens travaillent et vivent sur place.

Les associations dans les quartiers abordent plutôt les aspects sociaux et culturels. Il existe très peu d'associations économiques, de commerçants, d'artisans. Elles ont du mal à se structurer en milieu urbain parce que le cadre est trop large. Pour l'ADIRA, association de développement, cela a été relativement facile de réunir les partenaires techniques et politiques avec qui a été choisi le Sud de Strasbourg comme cadre de l'expérimentation.

Il y a là un projet d'implantation d'un centre commercial qui va déstructurer une partie du commerce déjà en déliquescence, la future zone franche du Neuhoff, des mutations sur des zones d'activités historiques, notamment le port du Rhin et des zones industrielles insérées dans le milieu urbain qui se "tertiaarisent" très vite sans qu'on puisse maîtriser le phénomène.

L'ADIRA a suscité un **double partenariat** : l'un avec les structures externes au quartier : Conseil Régional, Conseil Général, communauté urbaine, ville, Caisse des Dépôts... L'autre est local avec les associations, des entreprises, La Poste, EDF, des élus, l'ANPE, des structures d'insertion.

Chacun a défini un programme d'actions. Puis un cahier des charges global a été soumis officiellement aux différentes collectivités. Les financements les plus larges possibles devraient être obtenus.

L'ADIRA mène les activités traditionnelles d'un comité d'expansion : prospection, accueil d'entreprises, aménagement du territoire, suivi du développement local.

Elle a pour but de favoriser le développement équilibré et harmonieux du territoire départemental. Cette démarche s'adresse d'abord aux territoires ruraux où l'intervention porte sur l'appui à la mise en place d'intercommunalités de projets.

L'ADIRA joue un rôle d'interface entre tous les acteurs du développement local d'une région et leur propose une démarche de charte de développement local ; charte par laquelle ils s'engagent à porter différents axes de développement. Ainsi des zones d'activité intercommunales, des associations de chefs d'entreprises, des opérations de rénovation de l'artisanat et du commerce, etc, ont été mises en place par les acteurs locaux.

La démarche va s'articuler en trois points :

➤ **Un diagnostic** auprès des commerçants : où en sont-ils aujourd'hui ? Que seront-ils dans deux ans ? Quel âge ont-ils ? Comment peut-on mettre en place avec eux, par exemple des processus de transmissions d'entreprises ? Même chose avec l'artisanat. Il reste des artisans dans les quartiers. Quand ils ferment, personne ne s'en émeut. Petit à petit, tout un tissu se délite. Il vaut mieux maintenir dix artisans qui, à leur façon, créent du lien social que d'envoyer des compagnies de C.R.S. pour éteindre les incendies.

Ce travail de sensibilisation et de mobilisation est déjà engagé avec les entreprises et les associations du secteur.

➤ Commence en octobre 1996 une **action expérimentale** de 18 mois dont le but est de définir une charte de développement urbain, un peu équivalente à ce qui se met en place en milieu rural.

➤ Enfin, la **mise en oeuvre de la Charte**, d'actions possibles de transmissions d'entreprises, de redynamisation de l'artisanat, du commerce de proximité...

L'ADIRA et ses partenaires se donnent 18 mois pour essayer de réussir quelque chose qui, en Alsace, fonctionne déjà dans nombre de secteurs ruraux.

Tout ce qui a pu être fait depuis des années en milieu rural en matière de développement local et pas seulement économique, est un savoir-faire important dont les ruraux disposent et qui fait défaut aux élus urbains. L'ADIRA va essayer de transférer ce savoir-faire.

C'est certainement une expérience à suivre.

¹ Association de développement du Bas Rhin

Débat : *nécessité et possibilité d'amorcer des liens plus organisés et plus équilibrés entre milieux ruraux et concentration urbaines.*

Animé par **Najib El Arouni**, membre de la Délégation Interministérielle à la Ville (D.I.V.) et **Jean Lassalle**, maire de Lourdios et Vice-Président du Conseil Général des Pyrénées Atlantiques, ce débat s'est organisé autour des interventions de Jacques Voisard et d'Emmanuelle Debray.

Des facteurs de dislocation sociale

Jacques Voisard, Président du GERI

Le développement local repose d'abord sur des hommes qui portent des projets et les marient à un territoire, des financements et sur une vision d'ensemble qui n'a de sens que si elle est perturbatrice.

Jacques Voisard pose la question suivante : " quand il y a concentration d'activité publique ou privée, y a-t-il ou non transfert de charges financières ou sociales, soit sur les personnes, soit sur les collectivités ? " Pour y répondre et donc rechercher les facteurs de dislocation sociale, le GERI a pris comme point d'observation le citoyen français et a exploré de nombreux secteurs : démographie, emploi, enseignement, argent public, comptes des entreprises, transports...

Aujourd'hui, Jacques Voisard constate :

➤ **Avant dix ans, un certain nombre de départements ne vivront plus que de redistribution** comme les DOM-TOM. En 30 ans, la population jeune et active s'est repliée sur une partie de plus en plus réduite du territoire, au Nord. Pour l'instant, la situation réelle est masquée par le fait que les personnes âgées qui vivent au Sud ont encore des revenus supérieurs à ce qu'ils seront dans dix ans.

➤ **Le mouvement de concentration future est en train de se mettre en place.** La proportion des 0-19 ans révèle le même phénomène de concentration : on compte un jeune sur trois, dans les départements du Grand Bassin Parisien, un jeune sur cinq, dans nombre d'autres.

➤ **Afflue une population jeune et active dans des zones où l'Etat et les collectivités ont le moins investi depuis dix ans :** Picardie, Champagne-Ardenne ou Centre, les régions autour de la région Ile-de-France. Et c'est là où il y a le moins de médecins libéraux pour 1 000 habitants, le moins de lits d'hôpitaux, etc...

Par conséquent, se met en place, dans ces régions, un système tel que les dégâts sociaux qui se préparent seront encore plus graves que ceux de la deuxième couronne.

➤ **On trouve l'essentiel des cadres supérieurs et des cadres moyens publics ou privés à Paris.**

➤ Les disparités des produits de la taxe professionnelle provoquent des inégalités peu justifiables entre les collectivités territoriales.

➤ **L'expression politique témoigne des risques de dislocation sociale.** Lors des élections européennes on a vu la baisse des votes pour les formations de gouvernement de droite ou de gauche et la montée des votes blancs et des abstentions. Lors des présidentielles, pour la première fois dans l'Histoire de France, près de 8 % des Français ne se sont pas inscrits sur les listes électorales. Quant aux élections municipales, l'accroissement de l'abstention suit l'accroissement de taille des villes.

Le Groupe d'Etude et de Recherche Interrégional est une association de collectivités territoriales qui s'est adossée à de grandes entreprises nationales comme la Caisse des Dépôts, à France Télécom, etc. Le GERI a pour but de donner un cadre précis et factuel, à des observations qui ne sont pas suffisantes pour ébranler un certain nombre de certitudes. Ses données sont disponibles auprès de la Documentation Française.

Se pose la question suivante : **alors que nous entrons dans une civilisation urbaine, comment ne pas décrocher de la démocratie et du civisme ?**

Le territoire français a la caractéristique, en Europe, d'être le seul à avoir une densité faible de population, d'être perméable et d'être à l'intersection de mouvements prévisibles de personnes sud-nord et est-ouest. Si nous continuons comme cela, pour la première fois, **le modèle d'intégration individuelle français va cesser de fonctionner.**

C'est la première fois que nous déplaçons autant de monde sur notre territoire sans accompagnement de l'encadrement social naturel, c'est à dire de la faculté pour un groupe de susciter en son sein, l'émergence d'hommes et de femmes qui ont deux fonctions : d'une part, servir de repère et, d'autre part, compléter, à titre bénévole, des services d'intérêt général public ou privé. Aujourd'hui, cet encadrement tend à disparaître. Les gens vont donc chercher des repères au mieux dans des formations politiques extrêmes et au pire dans des associations de type mafieux.

Autre conséquence, quand personne n'assume plus à titre bénévole certaines fonctions, il faut bien qu'elles le soient à titre financier : il faut donner des primes aux policiers, aux instituteurs...

Le réencadrement du territoire par le développement de l'ensemble des emplois tertiaires publics ou privés est une nécessité absolue.

L'enjeu fondamental qui se pose à nous est de savoir, alors que notre civilisation devient urbaine, **comment assurer un développement urbain sans fabriquer de banlieues.**

Malgré les lois d'aménagement du territoire, le processus de concentration continue de plus belle. Nous pouvons être sûrs que si nous continuons, nous allons, en particulier du point de vue budgétaire, vers un système sans fin. Si nous nous donnions le mal de regarder au-delà de un, deux ou trois ans, nous aurions les moyens d'inverser la tendance.

Des outils d'aménagement du territoire existent

Emmanuelle Debray, chef de Cabinet du Délégué Interministériel à la Ville

DEBAT

La Loi d'aménagement du territoire constitue le socle législatif de l'action de la D.I.V. Depuis février 95, elle a permis d'afficher clairement qu'on allait vers une géographie différenciée sur des critères précis de taux de chômage, de population, de données économiques ou financières locales, y compris le potentiel fiscal, de manière à combler les écarts anormaux entre les zones qui bénéficient presque d'un surplus de moyens et celles qui en manquent. C'est ce qui donne lieu aux zones de revitalisation rurale, aux zones de redynamisation urbaine, aux zones franches urbaines.

Cette politique qui est maîtrisée par les maires avec les Conseils Généraux, les Conseils Régionaux et l'Etat local, s'exerce au niveau du quartier, de la rue, au niveau du village avec pour partenaires les associations, les parents d'élèves, les professeurs ou même les élèves.

Ce sont de vrais outils d'aménagement du territoire à l'échelon à la fois intercommunal, mais aussi à l'échelon infra communal. Ils échappent aux classifications sociales et rejoignent une identité territoriale. Nous sommes redescendus à un niveau plus micro, mais plus humain, plus authentique, propre à mobiliser les hommes. C'est le système le plus sain qui soit, qui nous rapproche le plus de nos prérogatives républicaines.

Par exemple, si grâce aux emplois de ville, qui concernent des jeunes de quartier et qui peuvent s'exercer partout, y compris dans les campagnes, la D.I.V. suscite des liaisons entre les quartiers et les zones rurales, elle aura gagné une partie de son pari aussi bien au niveau des mentalités qu'au niveau économique.

La D.I.V. a financé des travaux ville-campagne et cherche à les poursuivre avec les missions locales en essayant de susciter des échanges avec des employeurs, avec des entreprises et des transferts de savoir-faire.

Maintenant elle va passer au stade de l'échange des résultats entre ville et campagne avec des transferts de savoir-faire et, pourquoi pas, des mouvements de population ou des mouvements d'entreprises qui viendront corroborer ce qu'elle cherche à faire.

Les départements et les régions s'impliquent dans cette politique, ce qui veut dire que les ruraux aussi se mobilisent. Dans un Conseil Régional ou dans un Conseil Général, il n'y a pas que des urbains !

De ces travaux, seront tirées des conséquences certainement productrices de progrès pour le milieu urbain et le milieu rural.

Des relations plus équilibrées entre milieux ruraux et concentrations urbaines : quel intérêt ?

Eléments du débat

Espérance et désarroi profond

Le monde rural est en proie au désarroi parce qu'il a l'impression qu'il n'a plus de points de repères et que ceux qui lui parlent ne sont pas à même de lui en donner. Cette angoisse ainsi qu'une certaine espérance rapprochent le monde rural, du monde périurbain et des banlieues. Des échanges entre ces deux mondes ne peuvent qu'être réussis : ils sont différents et complémentaires..

Des valeurs communes à promouvoir

Les valeurs sont les mêmes dans les deux milieux : la profession, le travail, la famille, la communauté sont des valeurs propres à l'homme. De même que la liberté, l'égalité, la fraternité ou la responsabilité. Il faut les faire s'épanouir, quel que soit le contexte. Elles peuvent se vivre à la fois à la ville et à la campagne, à condition qu'il y ait plus de connaissances et de coopération entre les deux milieux.

Pour les promouvoir, il faut leur donner un sens. Et ce sens ne peut exister que dans la mesure où il est attaché à quelque chose de concret : le territoire.

Casser la logique d'enfermement

Des psychanalystes ont montré qu'il était nécessaire de permettre aux jeunes, surtout à ceux qui sont en difficulté, de quitter un lieu, d'apprendre autre chose, de libérer leurs énergies. C'est comme un rite de passage.

Ceux qui travaillent dans les quartiers ressentent cet enfermement. Les images des quartiers sont souvent négatives. Les jeunes les expriment, quelquefois les amplifient : violence, rapports de forces... Le retour à l'apprentissage de nouvelles valeurs devrait pouvoir se faire à la fois dans le quartier parce que c'est important, mais aussi dans d'autres lieux. Pour cela, les milieux urbains sont dans l'attente des initiatives et des impulsions venant des milieux ruraux.

Des projets de coopération peuvent répondre à des intérêts réciproques

L'association "Mains sans frontières" fait le constat suivant : d'une part, dans nos quartiers, un certain nombre de savoir-faire manuels, artisanaux ont été mis de côté, d'un autre côté, au Mali, on a besoin d'outils, de compétences, de techniques que nos campagnes françaises et que les chômeurs de nos villes ont la possibilité de redévelopper, de mettre au service des maliens. C'est bien avec eux qu'il s'agit d'organiser et de développer ces savoir-faire. Devraient se développer des projets de coopération dans lesquels des collectivités à la fois rurales et urbaines peuvent agir et transmettre ces savoir-faire au bénéfice à la fois des pays en voie de développement et quelquefois des populations françaises.

La convergence des méthodes de développement du milieu rural et du milieu urbain est porteuse d'espoir. Ceux qui mettent au point et utilisent des outils proches ne peuvent pas avoir des conceptions du développement si éloignées que cela.

Les nouveaux arrivants : des intermédiaires privilégiés ?

Une enquête réalisée par la DATAR en 75/76 dans les Pyrénées et en 85/86 dans les Cévennes concernait les accompagnateurs de moyenne montagne, souvent en difficultés professionnelles. Sur 400 diplômés, une centaine travaillait dans cette activité. Ceux qui en vivaient étaient majoritairement des gens de l'extérieur qui connaissaient directement les clientèles avec qui ils travaillaient. Leur discours et leur manière d'approcher cette clientèle étaient directement adaptés.

Nécessité fait loi

Une enquête de la Fédération Nationale des Foyers Ruraux dans des villages a montré que l'intégration s'y fait beaucoup plus facilement qu'en ville. Sans effort de croisement des cultures, de tolérance entre ces deux populations qui vont se rencontrer, c'est l'échec annoncé. Lorsqu'il s'agit de résidences secondaires, on voit très vite des haies ou des clôtures se mettre en place. De plus, on commence à "nettoyer" la ville. Les préfets jouent sur leurs 30 % de possibilités de placement des familles en difficulté. Les maires ruraux doivent prendre les moyens pour les accueillir et les intégrer.

Malgré tous ces éléments, un habitant de la banlieue Nord de Paris pose la question suivante, probablement sur beaucoup de lèvres : quand on connaît les problèmes de la banlieue, les ruraux seraient-ils capables d'accepter chez eux des banlieusards ?

DEBAT

Conditions nécessaires

Image positive des milieux ruraux :

Pour que ces relations s'appuient sur des bases positives, il est très important de présenter l'image très positive du milieu rural à travers une jeunesse qui peut y être épanouie, y avoir une activité professionnelle et y prendre des responsabilités.

Affirmer haut et fort son identité. Encore faut-il savoir où elle se trouve. Pour revendiquer une identité, il faut avoir un territoire. C'est vrai que dans les villes, une grande majorité de personnes sont d'origine rurale, mais dans l'éducation des enfants, la dimension identitaire à travers un cadre de vie précis, reste limitée. Il y a là des pistes à creuser.

Jouer la carte de la proximité. Si les élus étaient plus nombreux à choisir cette voie, on ferait certainement davantage de développement local. Nul besoin d'être à l'Assemblée Nationale pour cela.

S'appuyer sur une volonté locale. Nombreux sont les territoires, tels que celui du Coglais, où le moteur du développement est la volonté locale. Il y a de l'esérance là où il y a mobilisation de la population. Et elle ne se décèrte pas. Pour intégrer de nouvelles populations, pour initier de nouvelles coopérations, il faut travailler au cas par cas. C'est bien au niveau d'un territoire fort de son identité, mobilisé pour son avenir, que ce travail peut être réalisé.

Nécessaire préparation. Les milieux ruraux ne peuvent pas être la porte d'issue de tous ceux qui ont subi un échec en ville. C'est une erreur de considérer que le monde rural va résorber le surplus de la ville. On irait droit à la catastrophe, en déplaçant les ghettos. Josée de Félice a montré que ceux qui réussissent à la campagne ne sont pas ceux qui ont subi un échec dans la ville. Ce sont des gens qui vivent en couple, qui ont un capital et qui ont une compétence. Pour que la campagne puisse apporter des réponses à la ville, il faut qu'elle s'y prépare et que les citadins soient préparés à la rencontrer et puissent lui apporter quelque chose.

Du temps

Le monde rural a ses pudeurs et ses secrets. Il est long à pénétrer. Il faut savoir, pour ceux qui viennent en monde rural, donner du temps au temps, pour s'adapter les uns aux autres. D'une manière générale, la campagne ne peut pas apporter de réponses à la ville du jour au lendemain. C'est un travail de longue haleine. Cela ne peut pas être un coup d'éclat.

Quelques pistes d'action

Les méthodes de travail. Pourrait-on essayer de regarder, par exemple en milieu périurbain, en quoi les méthodes de travail et les attitudes des acteurs, autour d'une problématique commune sont complémentaires ? Comment activer ces complémentarités ?

Le pays, lieu d'accueil

Dans toutes les villes, un service d'accueil est organisé. Pourquoi ne pas faire de même au niveau du pays ? Madame de Félice en a démontré le besoin. Ces nouveaux types de services publics doivent être expérimentés.

Améliorer l'information des candidats au départ vers la campagne

La question de la création d'un centre d'information pour les parisiens qui veulent partir a été posée. Ils sont très nombreux. Ils sont tous perdus. Ils ne savent pas comment s'y prendre et restent bloqués à Paris. C'est très dommage pour eux et pour notre société car ce départ constitue un potentiel en terme de civilisation.

Responsabilité des médias

Une démarche visant à valoriser, faire connaître les expériences locales et à essayer de les promouvoir est probablement nécessaire. Elle permettrait de montrer que le changement est possible.

L'absence d'une grande volonté qui fasse diffuser tous ces éléments positifs aux télévisions est catastrophique. Quelques journaux télévisés commencent à montrer des exemples en Lozère, à Sarcelles... Nous parlons beaucoup trop de structures pas assez des gens qui habitent notre pays, des autres habitants de l'Europe.

Nous n'avons pas une politique d'aménagement à la hauteur de l'immense problème qui est posé aujourd'hui. Il est en effet terriblement compliqué et nous avons des institutions qui ne correspondent plus tout à fait à la réalité de cette fin de siècle.

La qualité

D'après Najib El Arouni, la France est un pays à la recherche de la vivacité des goûts. On a testé les pistes économiques, les pistes sociales, sans grand succès. Il reste l'aspect **qualitatif**, c'est certainement une piste à suivre. La qualité de vie est un levier important, même en terme de consommation. Le jour où les produits viticoles auront la même promotion que Coca-Cola, l'économie locale se portera peut-être un peu mieux.

En conclusion des débats,

Najib El Arouni et Jean Lassalle ont constaté que :
la relation villes - campagnes doit relever à la fois d'une préoccupation de **politique nationale**, mais aussi d'une **volonté locale**.

Une volonté, des axes, des moyens sont nécessaires tant au niveau national qu'à l'échelle européenne. Mais, on aura beau mettre de l'argent, avoir une volonté politique nationale forte, si, au niveau local, il n'y a pas une volonté de travailler ensemble entre villes et communes rurales alentour, cela ne servira à rien.

La dimension nationale est indispensable à la cohésion du pays. Mais la dimension locale est indispensable ne serait-ce que pour sa spécificité locale et pour la liberté individuelle.

C'est un travail commun, de longue haleine, qui ne se décrète pas.

C'est à travers des échanges d'expériences qu'on pourra le construire progressivement.

Jean Lassalle se montre persuadé que cette relation profonde entre ruraux et urbains est absolument indispensable aujourd'hui. Mais, il faut qu'elle se fasse progressivement, d'une manière organisée.

De grands schémas ne peuvent rien sur des sujets comme celui là. Les hommes doivent participer à la création des structures qui seront les leurs. On a trop le sentiment aujourd'hui que les structures priment sur l'homme, que petit à petit elles fonctionnent pour se faire vivre elles-mêmes, qu'on a oublié le rôle de l'homme.

Intervention de parrains de Sol et Civilisation

Pour que le sol reste porteur de civilisation

Philippe Vasseur, Ministre de l'Agriculture, représentant Jacques Chirac, parrain de Sol et Civilisation

La nécessité de concilier l'action économique et l'occupation du territoire devient évidente. Cela nous place dans un débat de société vital : dans quel espace territorial bâtissons-nous nos civilisations ? La solution réside dans **l'équilibre**, l'harmonie entre l'homme et la nature. La France urbaine est en mal d'équilibre. Il y a certes du malheur et de l'exclusion dans le monde rural. Mais la mesure des problèmes y est plus abordable. Il constitue aujourd'hui, un pôle d'équilibre et de stabilité.

L'image du campagnard attardé par rapport à l'urbain développé est dépassée. Nous avons les possibilités aujourd'hui d'inverser culturellement cette tendance et de montrer que la ruralité est une chance. Les milieux ruraux peuvent adopter une stratégie de développement autonome clairement orientée vers l'avenir, en adéquation avec les nécessités du monde moderne.

La Loi d'orientation agricole en préparation, la charte nationale de l'installation des jeunes agriculteurs signée le 6 Novembre 1995, les politiques de produits de qualité (appellations d'origine ou labels), les Plans de développement durable, la Loi d'orientation pour l'aménagement du territoire sont autant d'outils qui nous permettent de travailler dans ce sens.

On ne peut cependant pas tout attendre de l'Etat ou de l'Europe. On ne réussira pas sans mobiliser conjointement les porteurs de projets, les entreprises, les organisations consulaires, les organisations professionnelles, les collectivités territoriales, les pouvoirs publics.

Passer du diagnostic au remède

Pierre Méhaignerie, maire de Vitré, évoque quelques pistes

La crise de l'action publique de l'Etat et des collectivités locales a été suffisamment analysée. Nous avons les moyens d'y faire face. Ainsi, je serai heureux le jour où on n'aura plus besoin du Conseil Général d'Ille et Vilaine : les communautés de pays auront pris l'essentiel de la responsabilité. C'est là le coeur de la démocratie.

En France, les projets de réforme suscitent d'abord refus. **L'expérimentation** avant de procéder à la généralisation d'une réforme paraît donc être une nécessité.

Un nouveau rapport de forces politiques doit être installé. Quand on pense à tous ceux qui cherchent à revenir en Bretagne ou en Aveyron, il faut lutter contre la tentative de concentrer les activités à Paris.

Le combat se place aussi sur le plan fiscal. La DGF varie de 1 à 2,5 en fonction de la dimension de la population. Le rétablissement doit être progressivement opéré. Car quand une ville a un taux de croissance de 10 % comme en région parisienne, l'intégration de la personne dans une communauté de base est impossible.

Les milieux ruraux se doivent d'être séduisants : intercommunalité, impôts plus faibles, qualité du logement et du cadre de vie sont des conditions nécessaires au rééquilibrage du développement.

Le monde rural associé au monde urbain a des perspectives à condition de travailler dur, de mobiliser les acteurs du terrain et de les rendre responsables.

Pour un urbanisme de petites unités

Jean-Paul Huchon, maire de Conflans Sainte Honorine

D'une part, la crise de la ville atteint des proportions très inquiétantes pour notre pays, d'autre part, le concept de civilisation rurale a retrouvé un lustre, un attrait.

Mais si cela continue, il va devenir impossible de vivre en ville ou à la campagne. Le système actuel creuse les inégalités, crée un peuple de laissés-pour-compte qui n'ont plus rien à perdre. Beaucoup sont prêts à se jeter dans les bras des populistes de tout poil.

Il y a un contraste terrible entre la modernisation formidable du pays, sa compétitivité, son entrée dans l'Europe avec une monnaie unique et la dislocation du tissu social. Certaines cités vivent entre le Moyen Age et Mad Max.

Il faut faire **le pari du développement d'ensembles urbains moyens.** Le concept de villes moyennes, reliées dans l'intercommunalité à un terroir de petites communes doit être vu comme une solution à terme. Les prochaines réformes de la fiscalité locale doivent permettre une véritable péréquation.

Cela nécessite de redonner la priorité à l'aménagement du territoire et de prendre les moyens de la décentralisation : une dizaine de régions travaillent sans pouvoir voter leurs budgets normalement. C'est aberrant !

C'est peut-être un travail de Sisyphe mais comme le dit Camus : " il faut imaginer Sisyphe heureux ".

Clôture des Assises

Même si ce n'est pas toujours facile, il est possible de quitter la ville pour s'installer à la campagne, il est possible de faire connaître des milieux ruraux vivants à de jeunes urbains en quête d'échanges, de relations humaines.

Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de la campagne, du retour aux sources, à la terre... Il est évident que cela peut être un choix que de vivre en milieu urbain. Pourtant la situation des hommes dans certains quartiers est problématique. Bien sûr, il leur manque des services, un cadre de vie agréable, mais n'est-ce pas surtout la convivialité et le sentiment d'appartenir à une société qui leur font défaut ? Or les ruraux rencontrent dans certaines régions ces mêmes problèmes. Ils ont acquis une expérience certaine de développement local pour les résoudre. Cette expérience ne pourrait-elle pas être mise à profit dans certains quartiers ?

Nous devons être conscients de l'émergence d'une volonté locale, en milieu rural comme en milieu urbain, d'une prise de conscience de l'intérêt de se connaître, de se reconnaître et de travailler ensemble. L'émergence de ces volontés est très positive. Elles doivent pouvoir s'exprimer. Et la politique de rééquilibrage territorial menée dans certaines régions prend, de ce point de vue, tout son sens.

Mais qu'en est-il des orientations générales nationales ? Nous nous laissons porter par la vague d'uniformisation, de suivisme en matière d'organisation de notre société.

Les élus doivent s'appuyer sur la volonté des acteurs locaux de construire une société à visage humain tant en ville et qu'à la campagne. Ils doivent créer des espaces pour que leurs initiatives, leurs choix, leur liberté puissent s'exprimer et non pas régenter leur vie au nom de la sacro-sainte " productivité ".

Comment l'Homme responsable peut-il, froidement, par fatalisme ou laisser faire, accepter cette catastrophe annoncée qui disloquera les équilibres mondiaux ?

Une prise de conscience collective s'impose à chacun de nous.

Nous tous, acteurs locaux, devons faire entendre notre voix et agir pour préparer l'avenir. C'est le cadre de vie de nos enfants qui se joue maintenant. Nous ne pouvons pas nous complaire dans l'attentisme. Sinon nous tous, urbains et ruraux, en crèverons. Un réveil populaire de bon sens s'impose impérativement.

Et comme le disait Jean Monnet : " il faut faire comprendre à chacun des acteurs de notre société que ses propres objectifs ne seront atteints qu'en travaillant avec les autres ".

Pour cela, nous avons besoin d'alliés, de partenaires : des corps intermédiaires, des professionnels du développement, des enseignants, des mouvements d'éducation populaire, des médias...

Nous savons tous combien les images que l'on véhicule peuvent être fausses. J'en appelle à la responsabilité des médias qui ne montrent souvent du milieu rural que des villages peuplés de personnes âgées, qui ne montrent des villes que délinquance et insécurité. Nous devons les encourager à montrer la vérité, les initiatives engagées un peu partout. A quand une grande émission à une heure de grande écoute sur ces initiatives qui foisonnent déjà et qui doivent être soutenues ?

Nous sommes tous concernés. Nous avons tous un rôle à jouer pour opérer cette révolution lente des comportements. C'est un travail de longue haleine, mais ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions construire une société dans laquelle il fait tout aussi bon vivre à la campagne, qu'à la ville.

Sol et Civilisation s'engage pour sa part à poursuivre dans cette voie, en travaillant avec des partenaires aussi divers que possible.

Raymond Lacombe

*Si vous souhaitez la version
intégrale des interventions
Tél. 01.48.05.53.11*

La lettre de Sol et Civilisation :

*Directeur de publication : Raymond Lacombe
Secrétaire de rédaction : Carine Auzanneau
Maquette : Annie Borgeaud*